

# ROUGE

## Espoir

Numéro 98  
Supplément n°6

Supplément N°98 - 23 avril 2020 - 2€ - Commission Paritaire : 0211P11165 - 29, avenue du Maquis - 46000 Cahors - lot.pcf.fr - Gérant : Jean-Christophe Vialaret

## UNE PRIME ! ET APRÈS ?

Aux grands maux, les grands remèdes... Du moins le gouvernement le croit-il ! Pour tenter de déminer la colère grandissante face à la gestion calamiteuse de la crise sanitaire, Macron sort un nouveau joker en proposant une prime aux premiers de corvée, ceux qui sont montés au front du temps où les généraux étaient bien planqués à l'arrière.

Quel est ce pouvoir qui fait appel à la charité pour fournir du matériel aux hôpitaux et gratifie le personnel d'une prime exceptionnelle pour le remercier de s'être si vaillamment comporté face à l'épidémie ? Une prime, même si elle est toujours bonne à prendre en ces temps de disette, n'est rien d'autre qu'un fusil à un coup, actionné une fois pour solde de tout compte. Il faut augmenter les salaires et dégeler le point d'indice. Ça participe à la relance de l'Économie, c'est du pouvoir d'achat en plus et des cotisations supplémentaires pour la Sécurité Sociale. Le préavis de grève n'est toujours pas levé chez les hospitaliers. Ils ont seulement consenti un cessez-le-feu temporaire pour faire face à l'urgence sanitaire. Ils ne demandent pas l'aumône, ils ne demandent pas compassion et applaudissements, ils ne revendiquent pas le titre de « héros de la République ». Ils veulent simplement des moyens conséquents pour accomplir leurs missions. La suppression de 100 000 lits en à peine deux décennies est mortifère tout comme la disparition des hôpitaux de proximité dont on mesure mieux aujourd'hui l'utilité. Cette prime exceptionnelle sera versée aux personnels les plus méritants et sera d'un montant oscillant entre 500 € et 1500 €. C'est la prime de la peur et un nouvel affront fait aux personnels qui réclament l'ouverture de négociations salariales depuis plus d'un an pour rendre leurs métiers plus attractifs et reconnaître leurs qualifications. Avez-vous remarqué ? Quand une entreprise fait des bénéfiques records, ce sont les actionnaires qui se régalent. Rien pour les salariés. Par contre, quand elle est dans la panade, c'est aux salariés que l'on pique congés ou heures supplémentaires. Quant aux actionnaires, ils peuvent dormir sur leurs deux oreilles, rien ne sera fait qui puisse troubler leur quiétude. Ce n'est pas avec quelques artifices que Macron contiendra le mécontentement

populaire. Il ne demande qu'à ressurgir, enfoui qu'il est pour le moment sous les braises. Il attend la bonne occasion, le bon moment pour rugir de rage ! L'hiver a été chaud bouillant contre la réforme des retraites. Des millions de personnes ont foulé le pavé à défaut d'en lancer. A Cahors, 5000 manifestants ont bravé le Pou-



voir le 5 décembre jusqu'à presque le faire vaciller. Macron gagne du temps mais l'heure viendra où il devra rendre des comptes au Pays. Incapable de prendre la mesure de la pandémie, incapable de prendre le taureau par les cornes, il n'a pas été à la hauteur de la tâche. Son discours guerrier ne cache pas ses attermoissements. Le commandant du navire qu'il aurait dû être s'est rapidement métamorphosé en capitaine de pédalos !

Serge Laybros

**SOMMAIRE**



Page 1 : Une prime ! Et après ?

Page 2 : LUXFER : Cette nationalisation dont le gouvernement ne veut pas

Page 3 : Tous concernés par la pandémie | Covid 19 : La Chine, un coupable idéal

Page 4 : Coup dur pour la culture et le monde associatif

Page 5 : 11 mai : La reprise

Page 7 : Sang dessus dessous

Page 8 : Pas de dividendes pour les patrons voyous !

## LUXFER : Cette nationalisation dont le gouvernement ne veut pas

Le gouvernement est-il prêt à aider à la consolidation d'un quasi-monopole mondial au nom du droit de propriété ? Ou à nationaliser au nom de la sécurité sanitaire ?



La nationalisation ou non de Luxfer devient un test de la politique industrielle du gouvernement. Luxfer, cela aurait du être pourtant un dossier industriel comme il en traite des centaines chaque

année. Une histoire de liquidation industrielle dans l'indifférence générale, selon un schéma éprouvé depuis plus de deux décennies. Une fermeture totale malgré les protestations des salariés, un « plan social » négocié avec le ministère du travail, un peu plus généreux que ce que prévoit la loi, de vagues promesses de compensation et de réindustrialisation qui n'aboutissent jamais. Et puis une nouvelle casse qui finit par être oubliée, sauf pour les salariés. Et pourtant, c'était bien ce scénario-là qu'avait arrêté Luxfer Holdings, une société britannique spécialisée dans les matériaux à haute valeur ajoutée, quand elle a annoncé sa décision de fermer son usine de Gerzat ( Puy-de-Dôme), fin 2018. Mais la crise du Covid-19 a tout fait dérailler.

Brusquement l'opinion publique, et le gouvernement semble-t-il ont mesuré notre degré de vulnérabilité, et de dépendance par rapport aux équipements et approvisionnements médicaux.

Or l'usine de Gerzat est la seule en France à fabriquer des bouteilles d'oxygène en aluminium, des produits à haute valeur ajoutée, capables de supporter des gaz à très haute pression. Des bouteilles indispensables aux pompiers, aux secours d'urgence, et pour toutes les hospitalisations à domicile. Des produits encore plus indispensables dans cette période de pandémie, ou de nombreux malades, en dehors des salles de réanimation ont besoin à domicile d'assistance respiratoire, d'oxygénation, donc de matériels ambulatoires et de bouteilles. Alors que depuis le 20 janvier les salariés de Gerzat ont entamé une occupation de l'usine, suspendue pour raison de confinement, les appels à la nationalisation de l'entreprise se multiplient.

Les élus communistes, à commencer par notre député André Chassaingne, élu du Puy-de-Dôme, ont très vite attiré l'attention sur l'avenir de cette usine, en demandant sa nationalisation. Dès fin mars, le Conseil départemental du Puy-de-Dôme a adressé une lettre au ministre de l'industrie, Bruno Lemaire, pour lui demander l'intervention de l'état, où les collectivités locales se disaient prêtes à participer à une solution temporaire, « le temps de monter un projet industriel ».



**André Chassaingne, député communiste du Puy-de-Dôme demande la nationalisation et la reprise d'activité immédiate de l'usine Luxfer de Gerzat**

A ce jour aucune réponse favorable n'est parvenue, où Bercy se contente de répondre que le ministère de la santé possède des stocks suffisants. Lorsque l'on voit la pénurie de médicaments qui sévit, même avant le Covid-19, sur certains produits cancéreux, où maintenant de pénurie sur le curare, où encore manquer de Valium, cela ne peut hélas que tous nous interroger ?

William Gout



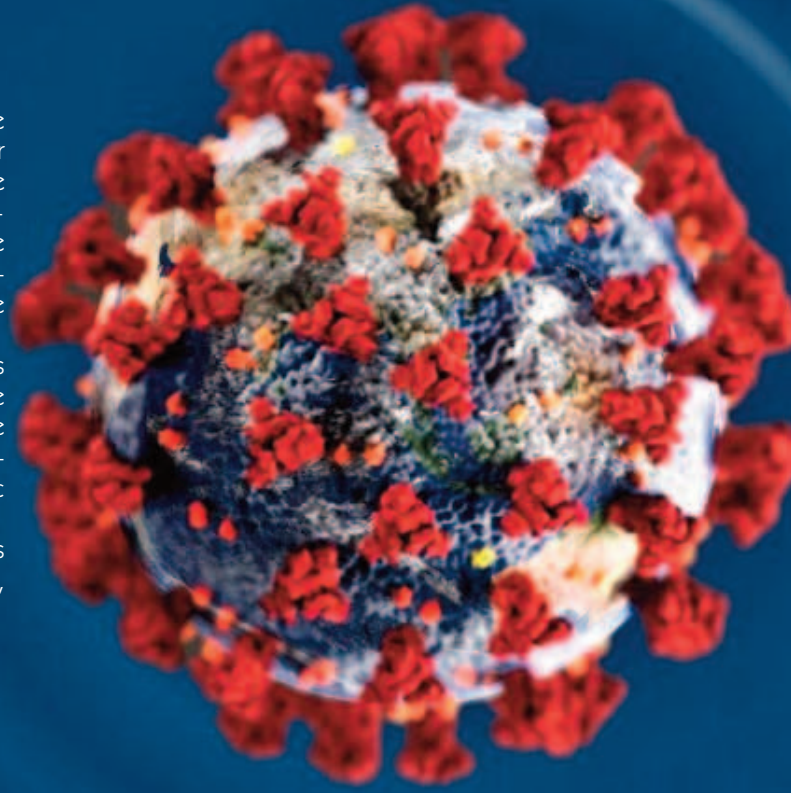
## Nous sommes tous concernés par la pandémie

Il y a bien sûr de très grandes inégalités entre pays et au sein même des pays, des systèmes de soins plus au moins performants voir inexistant. Mais une chose est sûre : Aucun État ne pourra résoudre seul ce problème. Le virus ne connaît pas de frontières. C'est pourquoi la décision de Trump de s'en prendre à l'OMS en cessant le paiement de sa contribution est scandaleuse, même si peu étonnante de la part de ce personnage. Même imparfaite, l'OMS a le mérite d'exister.

Il y a besoin de coopération, de solidarité entre les peuples, mais également d'une nouvelle mondialisation. Quand le capitalisme maltraite la nature, les écosystèmes au nom de l'accumulation de richesses au bénéfice des très riches, il y a de très graves conséquences. De très nombreux peuples en ont déjà fait les frais avec le dérèglement climatique.

Donnons les moyens aux forces progressistes, aux forces syndicales de travailler ensemble le projet d'une mondialisation démocratique, sociale, écologique, pacifique.

Jean-Yves Blondeau



## COVID 19 : LA CHINE, UN COUPABLE IDÉAL

Face à la crise sanitaire mondiale liée à l'épidémie de coronavirus, la plupart des dirigeants des pays capitalistes, loin de remettre en question leurs choix politiques, tentent aujourd'hui de désigner un bouc émissaire.

Dans une interview au Financial Times, Emmanuel Macron a fait part de ses doutes concernant la transparence de la Chine dans sa gestion de l'épidémie, déclarant que « clairement, des choses se sont produites que nous ne savons pas ».

Les États-Unis ont à plusieurs reprises ces dernières semaines accusé Pékin d'avoir dissimulé l'ampleur et la portée de l'épidémie, et sous-évalué son bilan. Le Royaume-Uni de son côté a averti la Chine qu'elle devrait répondre à des « questions difficiles sur l'apparition du virus, et pourquoi il n'a pas été stoppé plus tôt ».

La Chine demeure le principal fournisseur de masques. La France a été fière d'annoncer la création d'un « pont aérien » pour acheminer les deux milliards d'exemplaires qu'elle lui a commandés.

La Chine apparaît comme le coupable idéal : les théories complotistes fleurissent déjà pour insinuer que le gouvernement chinois aurait volontairement répandu ce virus pour booster l'activité économique du pays. Théorie bien plus facile que de reconnaître que la nature peut être dangereuse, et que la politique capitaliste menée dans la plupart des pays, conduisant à faire des économies sur la sécurité de nos concitoyens, est la seule responsable de cette situation hors du commun.

L'épidémie de covid 19 renvoie inévitablement à la dégradation considérable des conditions de vie dans le monde. Elle éclaire la fragilité des systèmes de santé, le déficit d'éducation, le manque de loge-

tionnent le niveau de protection sanitaire des populations et les capacités à prévenir ou endiguer une épidémie mondiale. Une conclusion apparaît comme une évidence : les décideurs d'hier sont responsa-



ments salubres, et le défaut d'accès à des besoins élémentaires à la vie comme l'eau potable ou la nourriture. La dévastation de régions entières par des conflits meurtriers a conduit sur les routes des millions de personnes sans protection. Le coronavirus révèle les leviers qui condi-

bles de la situation d'aujourd'hui, et n'ont aucune légitimité pour incarner le monde de demain. Il est donc temps d'en changer.

Lydie Lymer

# COUP DUR POUR LA CULTURE ET LE MONDE ASSOCIATIF

Avec la crise sanitaire actuelle, nous assistons à une multiplication d'annulation de festivals et de rassemblements divers.

Le festival d'Avignon, Solidays, Hellfest, les Vieilles Charrues, les Eurockéennes pour ne citer qu'eux localement le festival du Blues à Cahors.

- Pour l'année 2020, abaisser le quota de 507 heures/an exigées pour bénéficier du statut d'intermittent.
- Report de plusieurs mois du délai des 12 mois.
- Le PCF propose d'augmenter la période de gel au-delà du confinement, en amont

financière. Les municipalités doivent maintenir leur subvention pour aider ces associations.

Lors de son allocution du 13 avril, E. Macron a indiqué que jusqu'à mi-juillet les festivals ne pourraient pas se tenir. L'interdiction de rassemblements de plus de 100 personnes



C'est un véritable coup dur pour notre culture. Le PCF demande que les institutions (État, Régions, collectivités territoriales) maintiennent le plus haut niveau d'engagement sur les projets engagés, que les règles d'indemnisation soient adaptées, que les règles des fonds de soutien intègrent la spécificité des acteurs culturels. Ces mesures sont d'autant plus essentielles qu'il ne pourra pas y avoir de relance pour sortir de la crise sans dimension culturelle. Le PCF propose également de garantir les droits des intermittents avec plusieurs mesures :

comme en aval. En effet, cela fait déjà plusieurs semaines que les rassemblements de 5000, puis 1000 puis 100 sont interdits, ce qui est le principal impact pour les intermittents du spectacle. La fin du confinement ne va pas non plus signifier la reprise d'activité pour l'ensemble des intermittents car l'interdiction des rassemblements risque d'être prolongée même après le confinement. Le monde de la Culture est à l'arrêt.

- Le PCF demande également une harmonisation entre les CPAM dans la gestion des artistes auteurs, certains acceptants les arrêts pour enfants malades et d'autres non.

C'est aussi le monde associatif qui est touché. Plusieurs rassemblements, tournois sportifs et fêtes qui sont annulés. Par exemple, les fêtes votives de Figeac, Lalbenque sont annulées, d'autres devraient suivre. C'est un travail de bénévoles de plusieurs mois qui est réduit à néant. Ils ont engagé des frais et n'auront aucune rentrée

est maintenue. Cela veut dire qu'il n'y aura aucune fête jusqu'à mi-juillet. Il n'y aura pas cette année de fête de la musique.

Mais après ? Quelles seront les conditions de tenue d'une festivité ? Les gestes barrières seront-ils maintenus ? Si tel était le cas, il y a fort à parier que c'est toute la saison estivale qui sera annulée.

Aujourd'hui, beaucoup de bénévoles sont partagés entre leur volonté de proposer des fêtes pour la population et celles de ne pas propager le virus. Et ce n'est pas les récentes déclarations de Franck Riester qui vont les aider. Une fois de plus, un ministre semble contredire les déclarations d'Emmanuel Macron en disant que des petits festivals pourraient être maintenus. Pour dire ensuite que ce serait des festivals de moins de 50 personnes.

Ce gouvernement est vraiment un gouvernement d'amateur !!!

Ce virus est en train de tuer notre culture, nos associations. Protégeons-les ! Nous avons besoin de ce lien social.

Jean-Christophe Vialaret



# 11 MAI : LA REPRISE...

Le couperet est tombé, ce sera le 11 mai ! Enfin, si tout va bien. Enfin, si rien ne change...

Macron a balancé cette annonce seul dans son coin, sans prendre la peine d'en référer aux principaux acteurs que sont les enseignants et les parents d'élèves. Même Blanquer, le ministre de l'éducation nationale, a semblé pris de court. Il a ramé sec le lendemain dans les médias pour justifier ce choix !

Ces annonces sur la réouverture progressive des établissements scolaires suscitent un tollé chez les personnels, les élèves et de leurs familles.

Personne ne croit au discours sur les inégalités sociales qui pourraient motiver cette décision. Surtout de la part d'un type dont les choix politiques n'ont fait que creuser ces inégalités. Il est clair que la réouverture des classes ne permettra pas le respect des gestes barrière.

Comment comprendre qu'on ne puisse pas organiser le bac mais qu'on puisse rouvrir des classes de maternelle ? Que veut dire réouverture progressive, dans quelles conditions, avec quels élèves, avec quelles protections pour les personnels et les scolaires ?

Autant de questions aujourd'hui sans réponses...

Le milieu médical n'a pas tardé à réagir au lendemain du discours présidentiel, en indiquant son incompréhension et son inquiétude. Les organisations syndicales ont marqué leur opposition devant l'impossibilité d'assurer la protection et la sécurité des enfants et des personnels.

Choisie sans aucun doute davantage pour répondre aux injonctions du patronat qu'à celle du monde médical, il semble difficilement imaginable qu'à cette date, toutes les conditions pour une reprise sereine soient remplies. De nombreux maires ont eux aussi indiqué leurs inquiétudes face à cette situation, allant même jusqu'à refuser l'ouverture des établissements le 11 mai.

Dans ce contexte, de nombreuses familles pensent déjà à déscolariser leurs enfants pour les protéger et se protéger. En fait, seules les familles dans l'impossibilité de garder leurs enfants à domicile les enverront en classe. Dans beaucoup de pays européens, la rentrée scolaire se fera en septembre. Il doit bien y avoir une raison. Pourquoi ne pas nous aligner sur cette date ?

Nous ne pouvons pas tolérer que le 11 mai soit la rentrée de celles et de ceux qui n'ont pas le choix !

Sege Laybros





**SI VOUS ÊTES POUR  
QU'ON AIDE LES  
PEUPLES  
AVANT D'AIDER  
LES BANQUES,  
VOUS ÊTES SÛREMENT  
COMMUNISTE.**



## Covid 19 : Sang dessus dessous

L'épidémie de covid 19 met en évidence les défaillances d'un système capitaliste agonisant et poussé à son paroxysme, dans lequel les besoins populaires, les conditions de vie et de travail des citoyens pèsent bien peu face à l'obsession de la course aux profits. L'inertie gouvernementale face à l'urgence sanitaire s'explique en grande partie par sa préoccupation de sauvegarder la croissance économique avant les vies humaines.

Le non port de masque a été théorisé sur des bases pseudo-scientifiques afin de cacher la pénurie des stocks et l'incompétence du gouvernement à lancer les chaînes de production ou à s'organiser pour assurer la sécurité de nos concitoyens.



Le refus de tester massivement les malades, malgré les recommandations de l'OMS, ne reposait que sur l'absence de tests et de réactifs dont la production était délocalisée. Lors de son allocution du 13 avril, Emmanuel Macron a multiplié les annonces au cours d'une prestation théâtrale empreinte d'une fausse empathie, pulvérisant les records d'indécence en reprenant à son actif l'expression des jours heureux, intitulé du programme du Conseil National de la Résistance.

Il a promis la réalisation de 50 000 tests par jour à compter de fin avril, omettant de préciser que l'objectif fixé est bien inférieur aux



500 000 tests hebdomadaires que réalise depuis fin mars l'Allemagne, l'un des pays dont la mortalité liée au coronavirus semble la moins élevée.



Il s'engageait en faveur de l'hôpital et des transparents de la République, seuls à assurer à ce jour le fonctionnement du pays, en leur garantissant des moyens exceptionnels. La vérité, c'est que 10 jours après cette intervention, les moyens ne sont toujours pas là. Les soignants sont contraints de laver et de recycler du matériel de protection à usage unique. Dans certaines EHPAD, les sur-blouses sont confectionnées à partir de sacs poubelle. Si les services de réanimation ont observé une phase de plateau, le risque d'une seconde vague épidémique est possible. Elle renverrait en première ligne des personnels hospitaliers épuisés : ceux atteints du covid 19 renvoyés au front après seulement huit jours d'arrêt de travail en raison du manque d'effectif. C'est la raison pour laquelle les sociétés savantes, le Conseil de l'Ordre National des Médecins et l'Académie de Médecine recommandent le déclenchement au plus vite dans tout le pays d'études sérologiques afin de déterminer qui est immunisé et qui ne l'est pas avant d'envisager la levée du confinement. Prenant de court les préfets, les recteurs et le corps enseignant, Emmanuel Macron, qui ne semble pas avoir tiré « toutes les conséquences » de la crise sanitaire, a cependant prévu la réouverture des écoles à la date du 11 mai « au nom de l'égalité des chances ». Comment peut-il prétendre agir pour l'égalité des chances alors que Parcours sup conduit à la mise en concurrence des bacheliers pour accéder à l'enseignement supérieur, concrétisant la sélection sociale sous couvert de la sélection au mérite ? Où est l'égalité des chances dans les établissements publics locaux internationaux prévus dans la loi Blanquer, conçus pour favoriser l'implantation d'entreprises étrangères en assurant à leurs cadres l'accueil de leurs enfants ? Ces structures ne seront que des ghettos pour enfants de riches, bien loin des valeurs de mixité sociale de l'école publique ! Comment peut-on garantir aux enseignants les moyens pour assurer la sécurité des élèves et le respect des mesures barrière dans des classes surchargées ? Comment ce chef d'État peut-il supposer que le Peuple soit assez dupe pour ne pas comprendre que ce ne sont pas les priorités de santé publique qui dictent ses décisions, mais bien un impératif de relance économique ? Cette date du 11 mai, décidée complètement arbitrairement, n'est destinée qu'à nous faire retourner au travail aux dépens de notre sécurité et de celle de nos proches.

La gestion scandaleuse de l'épidémie révèle les choix profonds d'Emmanuel Macron, cravaché par le MEDEF, pour sacrifier ceux qui ne sont rien afin de satisfaire les besoins insatiables du Capital.

Décidément, avec Macron, tout est bon pour le pognon !

## Pas de dividendes pour les patrons voyous !

Le Ministre de l'Économie et des Finances a « invité » les entreprises à faire preuve de retenue et de modération en la matière. Qui peut croire à cette blague !

légitimement cette demande. Il serait incompréhensible que des entreprises bénéficiant des mesures d'urgence continuent de verser des dividendes

vaillours et faisant supporter aux plus modestes le coût de la récession. Il en appelle même à un capitalisme à visage humain, moins vecteur d'inégalités. Quelle arnaque ! C'est oublier un peu vite que le Capital est un prédateur dont la voracité est le carburant et l'exploitation le moteur.

Aux multinationales, on tire un peu les oreilles. Aux travailleurs, on impose les sacrifices. Deux poids, deux mesures... Celles et ceux qui assurent les missions vitales et qui maintiennent le pays debout sont les plus exploités et les moins bien payés. Ils ne réclament pas la lune, ils exigent leur dû !

Les grandes entreprises ont toutes retrouvé leur niveau de rentabilité d'avant 2008. Mais c'est au prix de la casse du service public - notamment hospitalier - et de l'approfondissement des inégalités.

Il faut prendre les mesures qui s'imposent pour garantir la justice sociale et environnementale. Car il est indéniable que la juteuse course aux profits porte une grande part de responsabilité dans la crise sanitaire qui secoue la planète.

Serge Laybros

18 responsables associatifs et syndicaux exigent du gouvernement qu'il prenne une ordonnance empêchant toutes les grandes entreprises de verser en 2020 des dividendes à leurs actionnaires. Le PCF soutient

records alors même que leurs salariés en chômage partiel ne perçoivent que 84 % de leur salaire. Sans états d'âme, le gouvernement prend des ordonnances limitant les droits des tra-



**JE CHOISIS  
LES PRODUITS D'OCCITANIE  
PRÈS DE CHEZ MOI. ”**

**Dans le Lot,  
180 producteurs vous livrent à domicile**

[solidarite-occitanie-alimentation.fr/lot](https://solidarite-occitanie-alimentation.fr/lot)

wordBRAIN © C.Deschamps - Shutterstock - 2020

Mise en page : Duo Graphic - CAHORS - Tél. 05 65 31 86 99

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.